



# Structuration des territoires et logiques divergentes de l'économie bolivienne

---

Hubert Mazurek  
Louis Arréghini

## INTRODUCTION

La Bolivie a subi, ces vingt dernières années, une profonde mutation politique et économique. Pays parmi les plus pauvres du continent américain, sa position géographique la place au centre d'un dispositif géopolitique complexe. La Bolivie fait partie de la Communauté andine des Nations tout en étant associée au Mercosur. Pays enclavé, elle se révèle dépendante du Chili ou du Pérou pour le transport de ses marchandises et se structure en deux ensembles physiques et culturels, inégalement polarisés entre l'Occident des pays andins, et l'Orient des géants du Brésil et de l'Argentine (Deler, 1991).

À l'instar des pays d'Amérique latine à partir des années 1980, la Bolivie a été soumise à une série de réformes de structure dont l'impact a été drama-

---

*Hubert Mazurek, chargé de recherches, Institut de recherches pour le développement, IRD – UMR 151 et chercheur associé au Centre international d'agriculture tropicale, CIAT-IIR (Cali, Colombie)*

*h.mazurek@cgiar.org*

*Louis Arréghini, ingénieur, Institut de recherches pour le développement, IRD UMR 151*

*Louis.Arreghini@ird.fr*

tique pour les secteurs productifs traditionnels : accroissement de la dette extérieure (autour de 40 % de la valeur des exportations au début des années 2000), chute de l'activité minière. Les réformes des années 1990, comme les lois de capitalisation de 1994 et 1996 destinées à privatiser les grands secteurs de l'économie, ainsi que les réformes financières et fiscales, ont eu des effets plus variés sur la stabilisation de l'économie et sur la réduction de l'emploi salarié.

Les réformes de seconde génération (1994-1997) se sont caractérisées par une amélioration des indicateurs macroéconomiques (croissance, stabilité financière et commerce extérieur), « meilleur élève d'Amérique latine » selon le FMI. Néanmoins cet excellent niveau macroéconomique décennal s'est accompagné d'une « reprimérisation » de l'économie, résultat d'une stratégie opportuniste à court terme face à la globalisation. C'est une tendance qui touche l'ensemble des pays de l'Amérique andine, très « ouverts » au commerce extérieur (Mazurek, 2004).

Les dynamiques régionales d'une économie « reprimarisée » sont étroitement liées aux fluctuations du marché mondial. L'arrêt brutal de la croissance à la fin des années 1990, crise financière asiatique aidant, en apporte une illustration. La similitude entre dynamique régionale et logique internationale s'établit aussi bien en termes économiques que démographiques (Lacour et coll., 1997). C'est un espace national, en cours d'intégration avec ses voisins, dont la nécessaire adaptation crée des recompositions territoriales fortes, et des pôles de croissance par des effets d'agglomération.

Dans ce contexte, les tensions entre le global et le local sont particulièrement exacerbées en Bolivie ; à la fois par l'influence de l'économie internationale et par la structure de sa population. Sa forte composante indigène revendique aujourd'hui, grâce aux pouvoirs locaux que lui confèrent les nouvelles lois de participation populaire, l'expression d'une identité et un droit de regard sur les modalités de gestion du territoire et de ses ressources.

L'intérêt spécifique pour la dimension économique du territoire, dans ses aspects de la localisation (territoires de l'économie) et de l'organisation (économie des territoires), devrait tenir compte aussi de ses dimensions écologique, juridique et identitaire (Bailly, 1994). Elles sont d'autant plus importantes à évoquer dans un pays où, à défaut de politiques et d'institutions bien affirmées, les ressources du sol et du sous-sol constituent l'enjeu essentiel des groupes sociaux. Les géographes insistent pour étudier le territoire sous trois « facettes » : l'existentiel, qui se rapporte à l'identification, la symbolisation, l'appropriation ; le matériel, qui se rapporte à la fois à la nature et à la matérialité des organisations territoriales ; l'organisationnel, qui ramène aux logiques comportementales des acteurs (Le Berre, 1992).

Cet article postule, pour le cas de la Bolivie, que la dimension du pouvoir (pouvoir d'appropriation et pouvoir de régulation) est le facteur le plus

important pour l'étude des localisations, car elle est intimement liée au territoire en tant que support des activités économiques mais aussi, support identitaire. Ces deux pôles, l'économique et l'identitaire, qui autrefois semblaient si antinomiques, sont en fait complémentaires et imbriqués même si leur évolution respective obéit à des logiques et à des dynamiques différentes. Ces deux pôles sont à l'origine de spécificités territoriales qu'il s'agit de situer comme avantages dans les logiques économiques du global et du local.

Nous proposons de décrire les deux logiques de localisation des activités ainsi que leur rôle dans l'économie nationale :

- la logique de l'économie d'exportation de produits primaires, qui sert d'argument principal pour justifier une politique économique nationale néolibérale ;
- celle liée aux recompositions autour de réseaux culturels locaux, ignorées des politiques économiques nationales, mais présentant un potentiel de durabilité.

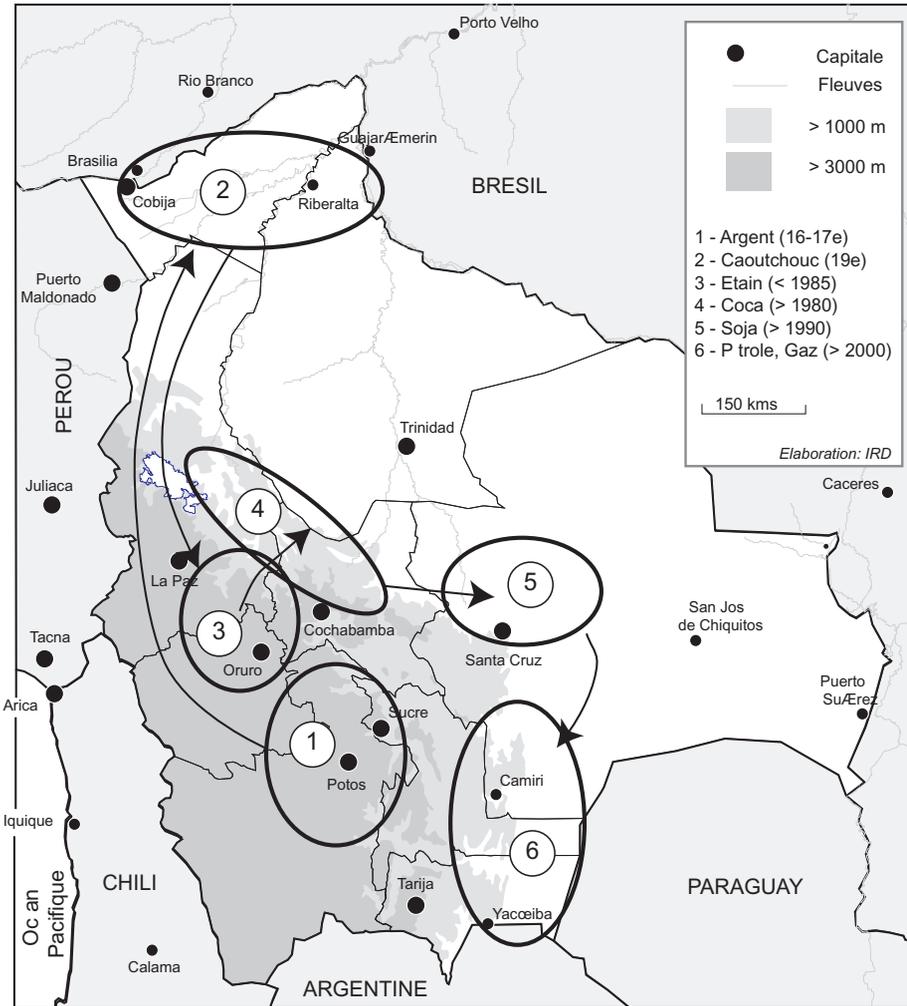
Après un bref exposé historique des dynamiques territoriales des activités, nous tenterons de montrer la dualité de l'État dans ses propositions de réforme, avant d'analyser la réponse des sociétés locales au travers du renouvellement de l'identité culturelle et de la structuration du territoire.

## **LOGIQUE GLOBALE ET LOCALISATION DES ACTIVITÉS**

La première question aborde, dans une perspective historique, la répartition des activités et leur insertion dans l'économie globale. Comment se détermine la dynamique de la spécialisation territoriale en termes d'avantages absolus ou relatifs, de compétitivité territoriale et de croissance ? Cette dynamique donne-t-elle au territoire un rôle dans la génération d'externalités de relation ou d'organisation (Veltz, 2002) ?

L'économie de la Bolivie a toujours été dépendante des exportations de produits primaires. Au gré de la demande mondiale, des concentrations spatiales d'activités ont produit une véritable rotation des centres de production (figure 1) : au XVII<sup>e</sup> siècle, grâce à l'exploitation des mines d'argent, Potosi était une ville de l'importance de Madrid ; le caoutchouc fit la fortune des grands propriétaires du Pando et du Beni au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ; l'étain a généré une croissance dans la région d'Oruro et de La Paz ; la chute de son prix en 1985 a provoqué une migration massive vers les zones de colonisation des Yungas et du Chaparé liées à la culture de la coca ; le « front du soja » au nord de Santa Cruz fait partie de la politique de substitution à la crise de l'étain ; aujourd'hui la découverte d'importants gisements de gaz dans la région de Tarija y déplace le centre d'intérêt et de migration.

L'émergence puis la disparition de ces activités ont conditionné des dynamiques territoriales à base de polarisation-dépolarisation entraînant des

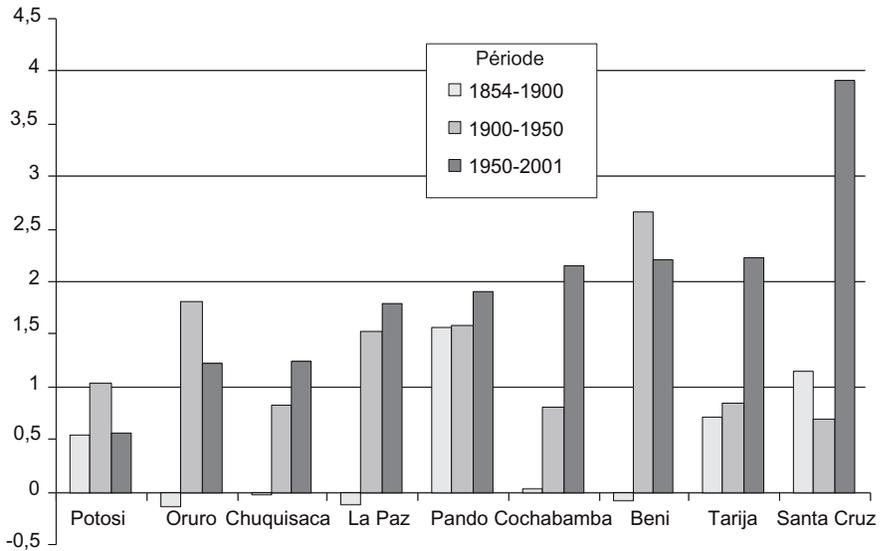


**Figure 1 – La rotation des centres de production primaire**

mutations urbaines et des migrations. L'activité agricole ou l'exploitation des ressources naturelles étant des facteurs de production fixes, les ressources humaines furent le seul facteur mobile.

Cette rotation des centres est illustrée par les statistiques de population (cf. fig. 2), comme par la dynamique du réseau urbain.

Les départements de La Paz et de Potosi représentaient 60 % de la population totale en 1835 ; 45 % en 1900 et seulement 35 % aujourd'hui. En 2001, plus de 70 % de la population se concentre dans trois départements : La Paz, Cochabamba et Santa Cruz. Ce dernier passe de 9,5 % de la population nationale en 1950, au quart à présent.

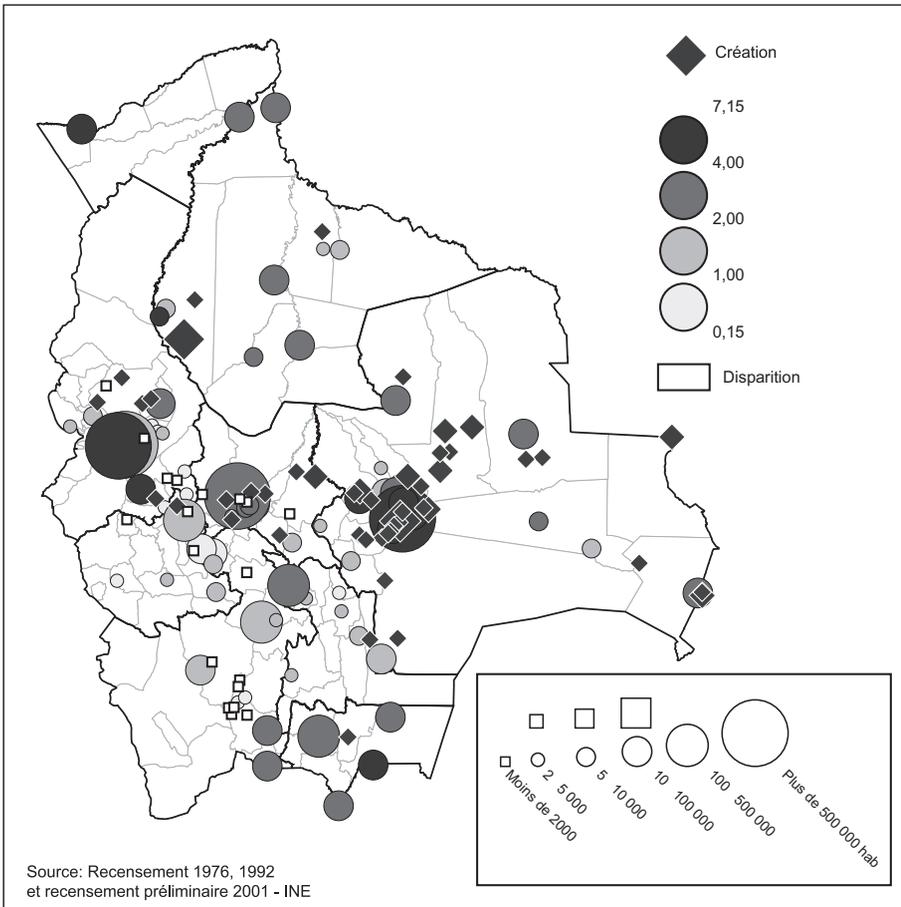


**Figure 2 – Taux annuel de croissance de la population (%)**

Le tropisme vers l'Orient se caractérise par la croissance des petits et moyens centres urbains, tandis que disparaissent les centres urbains des régions minières andines. La figure 3 montre que les trois grands couloirs d'expansion de ces villes intermédiaires (entre 5 000 et 10 000 habitants) se situent entre La Paz et Santa Cruz, dans la région d'expansion du soja au nord-est de Santa Cruz, dans le département de Tarija (gaz naturel), ainsi que dans les Yungas (au nord de La Paz), zones de récente colonisation agricole.

On déduit de ces dynamiques territoriales que les *réponses territoriales aux pressions de la globalisation sont massives et rapides*. Le basculement de l'activité de l'étain au soja, en à peine 20 ans, a profondément modifié le centre de gravité économique et démographique de la Bolivie et la hiérarchie urbaine. Ces activités d'exportation sont fondées sur des avantages relatifs, car la Bolivie a toujours eu un faible niveau de rendement face à la concurrence internationale. Elle n'a préservé sa compétitivité que par le maintien d'un faible coût de main-d'œuvre, l'absence de législation du travail et l'expansion de la frontière agricole.

Ces activités, localisées sur des critères de ressources territorialisées, contribuent de façon significative à la croissance nationale, et sont à l'origine de véritables « turbulences » territoriales et urbaines. En revanche, elles génèrent peu d'externalités de relation ou d'organisation, en l'absence de retombées locales en termes d'emploi qualifié ou d'induction d'une activité tertiaire.



**Figure 3 – Évolution du système urbain entre 1976 et 2001**

### L'ÉTAT ET SES RÉFORMES : LA DUALITÉ DE RÉPONSE

La seconde question renvoie à l'impact des réformes de l'État dans les dynamiques de localisation des activités. Quelles sont les logiques politiques ou économiques sous-jacentes ? Quels sont les paramètres qui permettent d'en évaluer la durabilité ? Par ces réformes, *a priori* contradictoires, l'État poursuit un double but : économique et financier, mais aussi territorial par un transfert de compétences vers le local.

#### *Logique économique : modèle de croissance et spécialisation productive*

Dès les années 1990, l'adoption du modèle d'intégration dans l'économie mondiale, censé générer de la croissance et aider à sortir de la pauvreté

(World Bank 2002), renforce les disparités régionales. Les politiques publiques, pour répondre aux critères macroéconomiques des organismes internationaux et attirer les investissements étrangers, se focalisent sur l'accroissement des exportations, à travers deux mécanismes politiques :

À partir de 1985, *les réformes d'ajustement structurel et la loi de capitalisation* provoquent un profond bouleversement dans les relations État-économie. L'État restreint son rôle au contrôle de la dépense publique, dans le but de stabiliser les paramètres macroéconomiques (croissance, inflation), et laisse au secteur privé la responsabilité des investissements. À partir de 1994, les entreprises étrangères deviennent le principal acteur dans la formation de la valeur ajoutée, investissant dans les secteurs à forte rentabilité comme les hydrocarbures et l'agriculture de rente. Les investissements directs étrangers (tableau 1) se concentrent sur les productions primaires (75 % des investissements dans trois secteurs dont 33 % dans le seul secteur des hydrocarbures), et sur trois régions (dont 50 % à Santa Cruz).

D'autre part, la Bolivie diversifie ses *appartenances à des blocs économiques*. (CAN, Mercosur, ZLEA). Elle tire de cette diversité des alliances une position privilégiée dans les échanges avec ses voisins (Mazurek, *op. cit.*). Les études théoriques ont montré le rôle joué par les accords commerciaux d'intégration dans l'accélération des concentrations spatiales (Krugman et coll., 1996 ; Puga et coll., 1999). Pour la Bolivie, l'analyse des investissements et des accords internationaux souligne l'émergence d'avantages relatifs dans certains secteurs très localisés, prélude à un déséquilibre de croissance entre les régions.

Ces constatations impliquent une réflexion sur l'impact des concentrations sur la croissance, et sur le principe de convergence des économies régionales des pays en voie de développement où les chocs asymétriques sont nombreux. Le calcul de la  $\beta$  convergence régionale ne donne aucun résultat significatif, les variations interannuelles étant trop importantes, ce qui corrobore la thèse selon laquelle le modèle ne s'applique qu'aux pays industrialisés (Charlot et coll., 2000).

La figure 4 superpose la croissance du PIB/hab. et la valeur de la divergence interdépartementale du PIB/hab. ( $\Sigma$  convergence) entre 1988 et 2002. Les trois grandes périodes d'implantation des programmes d'ajustement structurel sont relativement marquées ; elles correspondent aux politiques bien distinctes des gouvernements Banzer (1989-1993 et 1997-2001) et Sanchez de Lozada (1993-1997 et après 2001). Dans le premier cas, l'accent est mis sur le redressement interne aux dépens des exportations, alors que le second a nettement favorisé les échanges internationaux. Le résultat en est relativement paradoxal : lorsque la croissance s'effondre, la convergence entre les régions s'améliore, particulièrement dans la seconde période de Banzer. Ces courbes sont nettement corrélées (ouverture au marché mon-

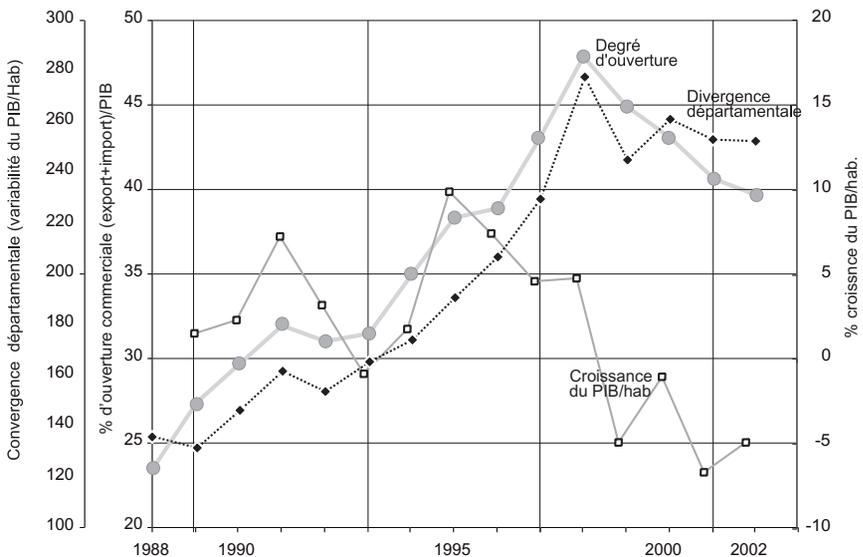
	S A N T A  C R U Z	C O C H A B A M B A	L A  P A Z	T A R I J A	P O T O S I	C H U Q U I S A C A	O R U R O	B E N I	P A N D O	Total	%
<b>Investissement direct étranger 1996-2000 x 1 000 US\$</b>											
<b>TOTAL</b>	<b>388 862</b>	<b>140 144</b>	<b>117 456</b>	<b>88 343</b>	<b>20 986</b>	<b>20 372</b>	<b>11 012</b>	<b>8 729</b>	<b>617</b>	<b>796 519</b>	
<b>%</b>	<b>49</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>		
Exploration et exploitation de pétrole brut et gaz naturel	137 447	59 788	203	80 832		12 340		4 306		<b>294 916</b>	<b>37</b>
Transport, stockage et communications	62 596	31 073	41 298	7 319	5 164	5 862	5 580	3 959	565	<b>163 417</b>	<b>21</b>
Construction	115 086	211	13							<b>115 310</b>	<b>14</b>
Production et distribution d'énergie électrique, gaz et eau	13 114	31 903	25 786		23		340			<b>71 166</b>	<b>9</b>
Industrie manufacturière	33 833	12 716	9 754	50	14	2 025	53	22	29	<b>58 496</b>	<b>7</b>
Services financiers	12 397	3 002	30 798	71	39	74	203	19	10	<b>46 612</b>	<b>6</b>
Exploration et exploitation de mines et minerais	1 658		5 215		15 719		4 788	302		<b>27 683</b>	<b>3</b>
Commerce de gros et de détail	10 305	260	1 550	40	26	42	33	120	14	<b>12 390</b>	<b>2</b>
Divers services	1 429	291	2 771	31		29	15			<b>4 566</b>	<b>1</b>
Hotels et restaurants	132	900	68							<b>1 100</b>	<b>0</b>
Agriculture, élevage, chasse et sylviculture	864									<b>864</b>	<b>0</b>

**Tableau 1 – La distribution de l'investissement étranger selon les départements et les secteurs d'activité**

(Source : Institut de Statistique de Bolivie, Comunidad Andina de Naciones)

dial/convergence économique des régions) du fait de la forte polarisation géographique des activités liées à la globalisation. La  $\Sigma$  convergence révèle alors les phénomènes de chute de croissance « par le haut », c'est-à-dire la forte dépendance des ces économies des régions de colonisation aux fluctuations des marchés internationaux ; alors que les régions « du bas » montrent peu de réaction à ces changements.

Dans le cas d'activités dépendantes du capital international, les effets de propagation jouent peu et le déséquilibre cumulatif de Myrdal se justifie pleinement, à la fois comme mécanisme de concentration des revenus, et comme facteur de sensibilité de l'économie nationale à la fluctuation de ces revenus. Allen J. Scott (2003) propose « l'idée que certaines régions sont capables d'exercer d'importants effets de *poussée décisive sur le développement et la croissance sur le plan national* », principalement dans les régions dont l'économie repose sur les productions d'exportation. Cependant, les effets de propagation sont tellement faibles que l'impact sur la croissance nationale n'est qu'un artefact statistique. Ces faibles effets d'entraînement sur le niveau national nous rapprochent plus d'une « économie d'archipel » (Veltz, 1996) que « d'une poussée décisive ».



**Figure 4 – Relation entre la divergence économique des départements, la croissance du PIB/hab. national et le degré d'ouverture de l'économie en Bolivie**

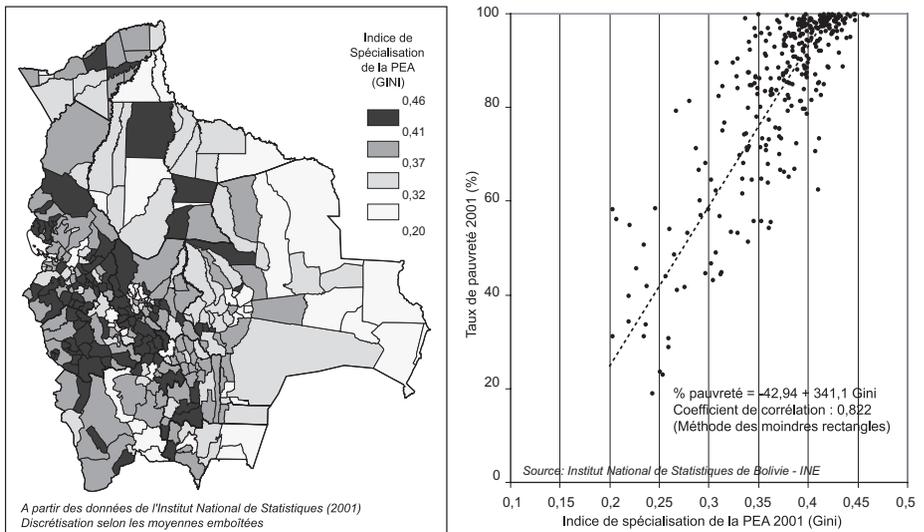
(Source : Institut national de statistiques de Bolivie - INE et CAN - Oficina de Estadística)

En l'absence de politique régulatrice de l'État, la notion de *compétitivité territoriale* prend tout son sens dans la mesure où elle est fondée sur une division nationale du travail, une compétition pour les investissements étrangers, et des facteurs d'externalités différentiels (Camagni, 2002). Lier la compétitivité territoriale à l'avantage comparatif suppose dans ce cas des initiatives collectives qui permettent le développement d'une dynamique d'aptitude (Courlet, 2001).

Pour sa part, la division régionale du travail s'exprime par deux critères différenciés : la mobilité et la spécialisation de l'emploi. Une économie reposant sur l'exploitation de ressources naturelles signifie l'immobilité des facteurs de production. La régulation ne joue pas en fonction des salaires ou des prix mais selon la mobilité des salariés et la rareté de l'emploi, dans un contexte d'absence de législation du travail. Les territoires déprimés de l'Altiplano ou des vallées se régulent par la migration ; l'apport monétaire des émigrants dans l'économie de leur région surpasse la production locale et génère un système de rente qui permet l'accumulation patrimoniale. L'analyse de ces phénomènes sera développée dans la partie sur les réponses des sociétés locales.

La spécialisation des activités et de l'emploi est aussi un critère important dans les dynamiques démographiques et le développement local. Si les activités liées à la globalisation sont hyper-spécialisées au niveau de l'individu ou de l'entreprise (soja, mine, gaz, etc.), les régions où elles se développent sont les plus diversifiées au point de vue territorial, grâce au développement de centres urbains secondaires, l'apparition de services spécifiques, d'entreprises sous-traitantes, de petit artisanat, et surtout de l'emploi informel. On observe d'autre part une relation inverse entre la spécialisation de la PEA (population économiquement active) au niveau territorial et le critère de pauvreté, comme il a été montré au Pérou ou en Bolivie (Mazurek, 2000, voir figure 5). L'échelle territoriale permet ainsi de mesurer, à travers la spécialisation de l'emploi, les capacités d'organisation et d'innovation.

Sur le front du soja, les gains de productivité, plus importants que la croissance des salaires, proviennent exclusivement de l'expansion de la frontière agricole ; alors que les rendements ne cessent de diminuer. L'épuisement des sols place le système dans une spirale de fuite en avant dont les coûts écologiques seront fatals pour la durabilité du système. Pour rester compétitif, à défaut de gain sur les rendements, le système perdure par compression de la masse salariale. Les ouvriers agricoles, rémunérés à la tâche, sont sans qualification, en forte proportion analphabète. Ce système productif, sans recherche-développement ni investissement, concerne aussi l'exploitation forestière et le secteur résiduel de la mine.



**Figure 5 – Spécialisation de la PEA et relation entre la spécialisation et l'indice de pauvreté au niveau municipal**

### *Logique territoriale : la décentralisation et le renforcement des pouvoirs locaux*

L'État, suivant les préceptes des paradigmes néolibéraux dominants dans la décennie 1990, a mis en œuvre des réformes drastiques tant du point de vue macroéconomique (lois de capitalisation et de privatisation) qu'en termes organisationnels (lois de décentralisation et de participation populaire).

Ces dernières fixaient la norme de gestion d'un nouveau cadre municipal disposant de ressources propres. Depuis décembre 2003, la loi électorale permet aux organisations de la société civile de se présenter aux mandats municipaux. Les sociétés traditionnelles se sont depuis rapidement appropriées cet espace politique et y revendiquent la maîtrise de leur développement. Lors des élections municipales de décembre 2004, on comptabilise cinq fois plus de candidats issus de la société civile que ceux présentés par des partis politiques. La participation populaire a donc renforcé politiquement les organisations de base mais a peu suscité d'initiatives productives (Vergas, 1998). Il en résulte trois types de conséquences pour le développement local :

- les revendications identitaires s'organisent autour du territoire, et du rejet de la globalisation comme facteur de changement culturel, social ou économique. Les programmes de développement des organisations internationales, axés sur l'assistance technique et sur l'amélioration des externalités de production, sont remis en cause car ils n'ont pas généré de développement éco-

nomique. L'investissement globalisé et l'assistance externe sont tous deux rejetés. La revendication récurrente concerne la prise en compte de l'expression des véritables besoins et des savoirs locaux dans les projets de développement ;

– l'apparition de ce nouvel espace de gouvernance s'accompagne de conflits potentiels entre les organisations de base qui se juxtaposent dans l'espace communal : conseil municipal, comité de vigilance (instance chargée de surveiller la gestion municipale), syndicats, organisations traditionnelles (chefs de communautés, *ayllus*<sup>1</sup>, communautés indigènes, etc.) et organisations productives, souvent les plus innovantes ;

– l'initiative et l'innovation productives viennent de petits groupes informels ou de communautés. Ils entrent souvent en conflit avec les syndicats, structures conservatrices, tandis que les institutions communales, par frilosité, évitent de les soutenir. L'unique ressort de réussite vient alors de l'établissement des synergies entre les groupes porteurs de projets.

Cependant, l'irruption de la société civile dans l'arène politique apporte son lot d'ambiguïté : les espoirs de développement endogène local fondé sur la demande sociale s'accompagnent d'une crainte de repli sectoriel et identitaire.

Par ailleurs, elle ne s'accompagne pas des instruments juridiques nécessaires à la gestion productive et à la génération de ressources propres. La simple collecte des impôts locaux ou de l'impôt sur les sociétés s'avère problématique : dans les vallées et sur l'Altiplano, la dépendance au budget de l'État est quasi totale (moins de 5 % de ressources propres). L'impact de certaines activités liées aux hydrocarbures et aux localités frontalières est très local, d'autres activités comme l'exploitation minière ou le tourisme n'ont aucun impact en matière fiscale.

La réponse de l'État aux pressions des acteurs globaux et locaux se comprend comme un ensemble cohérent. D'un côté la privatisation des entreprises publiques est un gage donné aux acteurs globaux pour les rassurer sur l'orthodoxie néolibérale des réformes. D'un autre côté, l'État entend jouer son rôle de régulateur et de « stimulateur et d'animateur des réseaux de coopération, de synergie et de partenariat entre acteurs locaux » (Camagni, 2002). En bref il prétend pourvoir créer de nouvelles externalités territoriales tout en libérant les énergies. En matière de politiques territoriales, le train de réformes de « seconde génération » semble aussi s'inspirer de l'idée que les « politiques [sont] destinées à favoriser la création de ressources et de richesses nouvelles et non plus des politiques d'affectation ou de réaffectation de ressources ou de richesses données » (Veltz, 2002). Mais l'absence

1. Le système de l'*ayllu* prend ses origines dans les petites communautés andines d'agriculteurs qui précèdent. Aujourd'hui, on y effectue encore en commun les travaux de culture, la construction ou l'entretien des granges, des chemins, des ponts, etc.

d'une véritable *politique territoriale* (aménagement) entre en contradiction avec ce désir de favoriser les initiatives locales (décentralisation).

Les choix politiques sont en fait en conformité avec les deux courants antagonistes actuels de pensée économique : d'un côté, un « moins d'État » avec un retrait de la sphère productive ; d'un autre côté, un « plus de gouvernance », avec des réformes institutionnelles visant à doter les territoires de moyens de maîtrise de projets sous de nouvelles formes de partenariat public/privé capables de produire de nouvelles politiques de développement plus efficaces car plus participatives.

## RÉPONSE DES SOCIÉTÉS LOCALES

### *Le renouvellement de l'identité culturelle et la structuration du territoire*

Participation populaire et décentralisation conforment un espace de dialogue et de pouvoir qu'ont investi les sociétés locales, mais sous forme d'une réponse sectorielle peu adaptée aux enjeux du développement et de la globalisation. Il n'y a pas, à proprement parler, d'émergence d'un « projet territorial », mais une simple revendication territoriale sur des bases identitaires. Mais cette composante n'évacue pas totalement la dimension économique et même l'innovation. Elle illustre même la question du rôle de la dimension culturelle dans l'espace économique, et celui des réseaux dans la dynamique de cet espace.

En effet, il arrive que la revendication identitaire territoriale constitue une des sources de reconquête économique qui débouche sur la mise en place de véritables systèmes de production localisés. Les autres sources sont les transactions internes non monétarisées, la recherche d'avantages absolus par la labellisation – qui sanctionne des qualités écologiques, sociales et culturelles – et l'innovation commerciale comme le commerce équitable. L'analyse des systèmes productifs « traditionnels » autour de produits comme le quinoa, la coca, la laine de lama, et les produits plus récents comme la noix du Brésil, le tourisme (écologique, culturel, équitable, etc.), montre que la relation réseau-localisation d'activités génère des spécificités territoriales liées au marché mais non imposées par celui-ci. Du fait de leur petite taille, tous ces systèmes productifs ciblent des marchés de niche et fondent leur succès sur des avantages absolus dérivés d'une spécificité territoriale et liés à de solides réseaux culturels revendiquant une identité autour de cette production. De surcroît, ces systèmes remettent à l'honneur des savoirs locaux qui contribuent eux-mêmes à la constitution d'un avantage absolu difficilement transmissible à d'autres régions. C'est une situation proche des Systèmes de production localisés (Courlet, *op. cit.*) : « le SPL est une forme de modernité inscrite entre l'ouverture au monde d'une part, et la pratique de proximité solidaire d'autre part ».

« Modernité et tradition » sont effectivement inscrites dans ces petites entreprises agricoles spécialisées dans des produits pour marchés de niche. Elles s'appuient sur des réseaux de connaissance et d'information efficaces en dépit de leur caractère informel et comptent sur l'aide de la coopération internationale, des ONG et des fondations pour leur recherche-développement. La mise en place de processus participatifs d'apprentissage et d'évaluation rend ces communautés de plus en plus autonomes grâce aux nouvelles technologies de communication. Elles les rendent d'ailleurs très exigeantes sur la qualité des interventions de la coopération internationale.

La réciprocité constitue une autre caractéristique de ces SPL, fondée sur l'échange de service gratuit, typique des systèmes communautaires traditionnels. Ces pratiques réduisent les coûts et les délais de transaction car la confiance induite par la réciprocité élimine le besoin de vérification et de validation de l'information et des connaissances échangées. Plusieurs exemples illustrent ce type d'organisation :

- le quinoa est une céréale exclusive des zones d'altitude arides, adaptée à la région de l'Altiplano bolivien. Produit de consommation locale, il s'avère très rémunérateur à l'exportation car il se vend jusqu'à 5 fois le prix du soja. Le quinoa ne nécessitant aucun fertilisant ni pesticide, il obtient facilement un label international de produit biologique et communautaire. 88 % des exportations mondiales proviennent de l'Altiplano bolivien et péruvien. La production constitue la principale ressource de 70 000 familles de petits producteurs dont 15 000 participent au marché d'exportation. La filière est bien organisée malgré la perturbation de la contrebande (vers le Pérou où les prix sont plus élevés). Cette chaîne de production-commercialisation est le fruit de coopérations entre les secteurs public, communautaire et privé représentés par les grandes entreprises d'exportation mais aussi des fondations (Kellogg's) ou de nombreuses ONG qui ont stimulé l'innovation technologique de manière participative. Aujourd'hui, de nombreuses associations de producteurs s'organisent sur le principe de réciprocité pour la transformation et la vente directe de leurs produits dans les foires internationales ;

- la laine de lama est une autre filière productive qui fait appel au savoir-faire et à l'organisation traditionnelle locale. Ce produit dispose d'un avantage absolu sur le marché international, car la zone de production est limitée et occupe les marchés de luxe des pays occidentaux. La zone de production recouvre celle du quinoa et les formes d'organisation se créent aujourd'hui autour d'associations de producteurs ;

- le cas de la *castaña* (noix du Brésil collectée dans le nord du pays) est aussi emblématique. La Bolivie est devenue le premier producteur après la suppression des aides à la production au Brésil. Deux filières coexistent. La filière traditionnelle est le système des *barraqueros*, grands négociants qui pratiquent encore *l'habilito* (système de crédit aliénant pour les petits récol-

tants). L'autre filière est constituée de petites coopératives de récoltants qui se sont débarrassés de leurs dettes et profitent d'un environnement organisationnel favorable. L'accès à un marché européen du commerce équitable multiplie leur gain par 5 ou 6. Cet accès se fonde sur un label de qualité contenant des références à la forêt amazonienne, à la communauté indigène ou à un produit organique.

Il existe d'autres exemples, comme le tourisme « équitable », le *locoto* (petit piment local), la petite industrie de la chaussure, etc. Ces expériences sont peu connues mais les formes d'organisation sont très proches des SPL. L'ensemble des « productions paysannes » représente aujourd'hui 52 % du PIB agricole, alors que la « production agricole d'entreprise » ne représente que 48 %. Nous pouvons supposer qu'une synergie plus importante entre institutions publiques et société locale développerait une « aptitude » territoriale structurante. Mais ce type d'organisation productive est absent des discours politiques et des analyses des instituts internationaux qui ne parlent que du secteur productif mécanisé, qui recourt à des intrants et à une gestion capitalistique de l'entreprise (Brenes et coll., 2001).

Les sociétés traditionnelles ont su s'approprier, de manière quasi instinctive, les paramètres qui définissent le SPL et les intégrer aux comportements communautaires. Ainsi en est-il de l'adoption des NTIC (Internet, téléphones portables, etc.), et de formes de collaborations basées sur la réciprocité. La durabilité de ces économies est sans doute plus importante, car elles sont moins sensibles aux chocs externes, et se basent sur des formes de coopération, de diversification productive, de présence sur des marchés peu concurrentiels et d'innovation locale.

### ***Les fortes mobilités ont modifié les territoires économiques mais peu les territoires culturels***

La mobilité constitue une autre caractéristique de la tension global/local en Bolivie. Dans le cas général des pays en développement, la plupart des critères théoriques expliquant la migration (Détang-Dessendre et coll., 2000) ne s'appliquent pas ; le coût de la mobilité est faible du fait du faible patrimoine familial et de l'importance des réseaux d'aide, la demande est faible, et le différentiel spatial des salaires ne joue que très peu entre régions et entre rural et urbain, y compris dans les emplois qualifiés. De tous ces critères (coût d'interaction spatiale, économie d'échelle, demande et élasticité marché/emploi), seul le degré d'économie d'échelle explique la forte migration vers l'urbain et vers les régions d'agriculture intensive en Bolivie. L'analyse des données montre que ce sont les villes intermédiaires qui captent les flux migratoires définitifs les plus importants. Ceci explique la disparition des petits centres urbains des terres hautes, simultanément à l'apparition de villes champignons dans les terres basses (voir figure 3).

Les migrations n'ont pas d'effet régulateur. Dans les pays en développement, elles renforcent plutôt les effets de concentration. Il faut donc prendre le problème migratoire comme une différence de potentiel (de ressources ou d'aménités potentielles) perçue au travers de réseaux familiaux ou culturels d'information. La décision de migration provient alors du rapport entre ce potentiel et le coût social de la mobilité, au profit du premier.

« Le concept de territoire est intrinsèquement lié à celui de risque. La structuration de l'espace a pour objet l'adaptation à l'incertitude et la gestion du risque : il en est ainsi de la création des villes, de l'organisation du centre et de la périphérie, de la frontière, du maillage, etc. C'est le fondement même de la géographie : toute construction territoriale est une construction sociale, culturelle et économique dont la reproduction est confrontée à l'incertitude. » (Arréghini et coll., 2004). Ainsi, les dynamiques territoriales exposées plus haut n'ont pas modifié les territoires traditionnels. Malgré la turbulence territoriale générée par les migrations, les noyaux culturels restent stables, ce qui tend à démontrer que les réponses aux activités exogènes sont de type conjoncturel (dans la perspective historique). Les réponses aux activités endogènes sont de type structurel ; elles présentent une durabilité supérieure, justement à cause de l'existence de réseaux culturels et de proximité, quasi inexistantes dans le premier type.

## CONCLUSION

Longtemps en Bolivie, territoires économiques et territoires culturels n'avaient de rapport que par transferts de main-d'œuvre. Le pays fonctionnait en *économie duale* (Lewis, 1954), reposant sur un secteur capitaliste exploitant les ressources non renouvelables et un secteur informel voué à l'économie de subsistance ; ce dernier formait un volant de main-d'œuvre « illimité » mis à contribution au gré des fluctuations du secteur capitaliste. Depuis deux décennies, cette dichotomie est remise en cause par la globalisation économique et les réformes institutionnelles. Elles instaurent une situation dont les effets sont pour le moins paradoxaux :

- le secteur capitaliste d'exploitation des ressources primaires s'est renforcé. Son succès apparent cache mal les problèmes économiques, écologiques et sociaux qui remettent en cause sa durabilité ;
- les disparités économiques entre les régions se creusent et des territoires culturels comme le Nord Potosi s'enfoncent dans la pauvreté et la marginalité ;
- d'autres territoires culturels s'affirment comme nouveaux acteurs économiques. Ils ont su profiter de la nouvelle donne économique-institutionnelle pour asseoir une économie territoriale originale. Ainsi, le Sud Potosi et le centre de l'Altiplano ont su se forger une identité économique « exportable », à partir d'une identité culturelle.

De nombreuses études de cas ont montré que le facteur principal du développement local est l'innovation (capacité d'anticiper le changement au moyen de l'accroissement du capital humain et des systèmes organisationnels). Cette approche permet une meilleure compréhension des mécanismes du marché, et la génération de débouchés spécifiques et absolus. On perçoit le double jeu de la globalisation de l'économie et de l'émergence des régions : les localisations potentielles des activités dépendent essentiellement de facteurs internationaux qui déterminent des opportunités que les territoires saisissent ou non en fonction de leurs capacités à réagir à ces sollicitations.

Enfin, l'État intervient en régulateur de ces dynamiques en donnant la priorité à certains secteurs, par des politiques tarifaires, douanières et des politiques spécifiques d'aménagement en faveur de certaines régions. De fait, l'intégration continentale, poussée par l'ouverture économique et la mise en place de politiques de décentralisation financières et fiscales, renforce les effets de polarisation sur des avantages relatifs liés à la production primaire. De son côté, la migration apparaît non pas comme facteur de rééquilibrage mais comme un phénomène qui renforce la polarisation économique et les disparités régionales.

Le cas de la Bolivie s'apparente au processus qui stipule que : « régions et territoires locaux, à cause de leur ouverture intrinsèque aux mouvements des biens ainsi qu'à ceux des facteurs, opèrent dans le contexte des échanges inter-régionaux dans un régime d'avantage absolu et non comparatif » (Camagni, *op. cit.*). Mais dans le cadre d'un échange économie régionale/économie globale, la distinction essentielle se situe dans la nature de la production : avantage relatif pour les productions globalisées à fort capital étranger, avantage absolu dans les systèmes de production locaux basés sur des spécificités territoriales et des réseaux de solidarité. L'effet de régulation aux crises, ou chocs asymétriques, s'effectue par la mobilité complète des facteurs : il n'y a pas baisse de salaire ou de coût mais déplacement ; ce qui explique en partie la question de la concentration urbaine.

Les dynamiques démographiques et les mutations territoriales sont vigoureuses dans les territoires économiques à base de capital étranger mais leur durabilité économique manque de lisibilité à moyen terme. En revanche, les systèmes de production localisés en émergence affichent une bien meilleure lisibilité.

En dehors des territoires en déshérence, on s'avance donc vers la juxtaposition de deux systèmes d'activités. Le premier système, dédié à l'exploitation des ressources rentables non renouvelables, détermine les grandes dynamiques démographiques et économiques « visibles ». De ce système sont tirés les indicateurs macroéconomiques qui donnent l'image économique de la Bolivie. Le second système est formé de SPL en cours de consolidation. Bien qu'il joue le rôle le plus important dans les dynamiques locales,

il n'apparaît pas dans les statistiques économiques du pays, ni dans les priorités des politiques économiques. Le premier système s'intègre dans l'économie mondiale avec des *avantages relatifs*, tandis que le second l'aborde avec ses éléments sociaux, culturels et territoriaux, en se forgeant un *avantage absolu*.

Les activités liées aux exportations de produits primaires ne constituent donc pas de bons moteurs du développement. Dans le cas de la Bolivie, elles ne génèrent pas de synergie territoriale ni de milieux innovateurs endogènes capables de pérenniser ces activités ou de créer les conditions pour le développement d'autres activités.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ARRÉGHINI L. ; MAZUREK, H. 2004. « Territoire, risque et mondialisation : quelques réflexions à partir du cas andin », dans G. David (sous la dir. de), *Les espaces tropicaux face à la mondialisation des risques*, Orléans, IRD, Presses universitaires d'Orléans, p. 240-260.
- BAILLY, A. 1994. « Territoires et territorialité », dans J.-P. Auray ; A. Bailly ; P.-H. Derycke ; J.-M. Huriot (sous la dir. de), *Encyclopédie d'économie spatiale. Concepts – Comportements – Organisations*, Paris, Économica, p. 275-278.
- BRENES, E.-R. ; CRESPO, F. ; MADRIGAL, K. 2001. *El cluster de quinua en Bolivia : diagnóstico competitivo y recomendaciones estratégicas*, Proyecto Andino de Competitividad, CAF – Corporación Andina de Fomento, INCAE, Instituto Centroamericano de Administración de Empresas.
- CAMAGNI, R. 2002. « Compétitivité territoriale, milieux locaux et apprentissage collectif : une contre-réflexion critique », *RERU*, IV, p. 553-578.
- CHARLO, S. ; COMBES, P.-P. 2000. « Convergence ou divergence régionale ? », dans C.-C. Baumont ; P.-H. Derycke ; H. Jayet (sous la dir. de), *Économie géographique. Les théories à l'épreuve des faits*, Paris, Économica, Bibliothèque des sciences régionales, p. 111-142.
- COURLET, C. 2001. *Territoires et régions. Les grands oubliés du développement économique*, Paris, L'Harmattan.
- DELER, J.-P. 1991. « La Bolivie, enclaves sous influence », dans R. Brunet (sous la dir. de), *Géographie universelle*, Paris, Belin-Reclus, p. 296-314.
- DÉTANG-DESSENDRE, C. ; JAYET, H. 2000. « Migrations, équilibre et déséquilibre spatial », dans C.-C. Baumont ; P.-H. Derycke ; H. Jayet (sous la dir. de), *Économie géographique. Les théories à l'épreuve des faits*, Paris, Économica, Bibliothèque des sciences régionales, p. 15-31.
- KRUGMAN, P. ; ELIZONDO, R.-L. 1996. « Trade policy and the third world metropolis », *Journal of Development Economics*, n° 49, p. 137-150.
- LACOUR, C. ; CELIMENE, F. 1997. « Éléments d'une théorie de l'intégration régionale des espaces », dans F. L. C., Celimene (sous la dir. de), *L'intégration régionale des espaces*, Paris, Économica, Bibliothèque des sciences régionales, p. 15-32.

- 
- LEBERRE, M. 1992. « Territoires », dans A. Bailly ; R. Ferras ; D. Pumain (sous la dir. de), *Encyclopédie de Géographie*, Paris, Économica, p. 601-622.
- LEWIS, W.A. 1954. « Economic development with unlimited supplies of labour », *The Manchester School of Economic and Social Studies* n° 22, p. 139-191.
- MAZUREK, H. 2000. « ¿Dinámicas regionales o recomposición territorial ? Contradicción y transformación del espacio agropecuario peruano », dans I. Hurtado ; C. Trivelli ; A. Brack (sous la dir. de), *SEPIA VIII, El Problema Agrario en Debate*, Lima, ITDG, SEPIA, IRD, p. 63-116.
- MAZUREK, H. 2004. « L'Union européenne et l'intégration des pays andins : l'accentuation des mécanismes concurrentiels », dans P. Kauffmann ; B. Yvars (sous la dir. de), *Intégration européenne et régionalisme dans les pays en développement*, Paris, L'Harmattan, p. 167-200.
- PUGA, D. ; VENABLES, A.J. 1999. « Agglomeration and economic development : import substitution versus trade liberalization », *Economic Journal*, n° 109, p. 292-311.
- SCOTT, A. J. 2003. « La poussée régionale : vers une géographie de la croissance dans les pays en développement », *Géographie, Économie, Société*, n° 5, p. 31-57.
- VELTZ, P. 1996. *Mondialisation villes et territoires. L'économie d'archipel*, Paris, Presses Universitaires de France.
- VELTZ, P. 2002. *Des lieux et des liens. Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, Paris, Édition de l'Aube, poche essai.
- VERGAS, R. H. 1998. « Bolivie : la participation populaire, une source de conflit », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 28, p. 71-84.
- WORLD BANK 2002. *Globalización, crecimiento, pobreza. Construyendo una economía mundial incluyente*, Washington, Alfaomega grupo editor.